

Commerce et Distribution

Point conjoncturel

COMMERCE DE GROS : UN MIEUX DANS L'ALIMENTAIRE

L'environnement international et le recul des investissements productifs en France pèsent lourdement au second semestre 2002 sur l'activité du commerce de gros en biens d'équipement et en biens intermédiaires. Par contre, après la chute de mai 2002, le commerce de gros de produits agricoles progresse à nouveau pour rattraper en novembre 2002 le niveau de la fin 2001. Globalement, les professionnels restent pessimistes.

COMMERCE DE DETAIL : CROISSANCE MOINS VIVE

Avec une consommation des ménages encore bien ancrée hors automobile, le commerce de détail demeure dans l'ensemble bien orienté. Les biens d'équipement de la maison profitent des acquisitions de logements, les magasins d'équipement de la personne (parfums, produits de beauté,...) et de produits de loisirs ont profité d'une anticipation des achats festifs des ménages en octobre et novembre 2002.

COMMERCE DE GROS : COUP DE FREIN

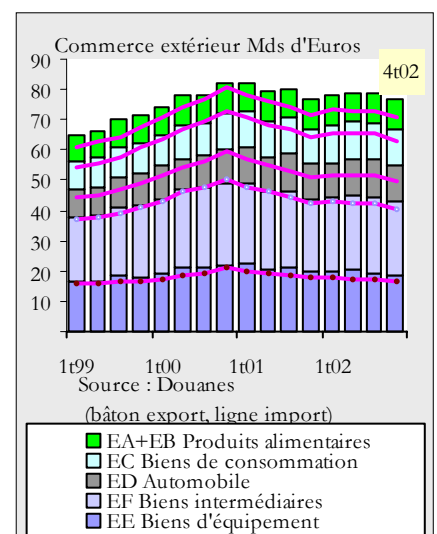
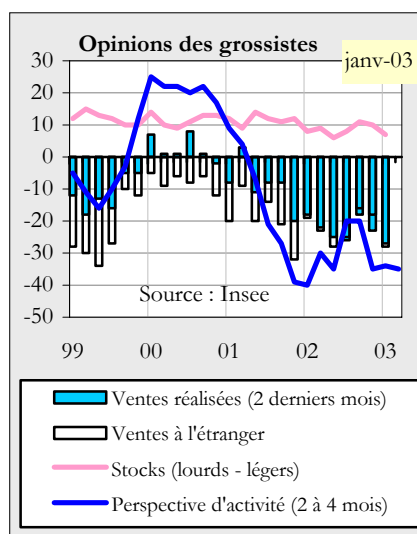
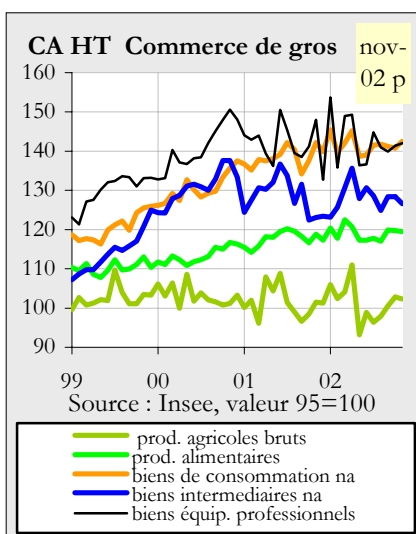
En 2002, sur les 11 premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires ttc en valeur du commerce de gros a baissé de 2,1%. Ce net recul du commerce de gros est la conséquence de l'accentuation, au second semestre 2002, du ralentissement des différentes activités du commerce de gros amorcé au printemps 2001. Cette perte de tonus est conjoncturelle. En effet, on se situe dans le "creux" du cycle économique de trois à quatre ans de cette activité, dû au ralentissement des échanges avec l'extérieur et au recul des investissements des industriels français, confirmé par l'enquête Insee de janvier 2003. Toutefois, lors de cette même enquête, les entrepreneurs envisa-

gent, avec un peu plus de conviction qu'en octobre 2002, une reprise de leurs investissements en 2003.

Par ailleurs, en janvier 2003, les grossistes n'envisagent à court terme ni aggravation ni amélioration de leur activité. Le niveau des stocks leur paraît à nouveau normal et les carnets de commandes étrangers seraient pour certains d'entre eux légèrement plus étoffés.

COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges de la France ont ralenti au second semestre 2002 en raison de la dégradation de l'activité internationale et du ralentissement des investissements des entreprises. Ainsi, les importations de biens d'équipement sont en retrait de 9,2% et celles de biens intermédiaires



de -5,3%, les exportations se repliant respectivement de -6,9% et -3,2%. A contrario, les importations de biens de consommations progressent de +2,2% et les exportations de +3,1%. Les échanges de produits de l'automobile résistent bien, à l'importation comme à l'exportation. Le taux de couverture demeure bien orienté pour les produits « automobiles » (130,4%) et les biens d'équipement (112,7%).

COMMERCE DE DETAIL : MOINDRE CROISSANCE

En 2002, l'activité du commerce de détail a progressé en moyenne annuelle de 2,2% par rapport à 2001 (en volume sur les 11 premiers mois). Dans les magasins à prédominance alimentaire, l'activité a augmenté de 1,9%, et de 2,8% dans le commerce non alimentaire en magasins.

Dans l'alimentaire, l'année 2002 a été marquée, au premier semestre, par le dynamisme des petites et moyennes surfaces, et au second semestre par un repli de leur activité, alors que l'activité des hypermarchés n'a connu qu'un court recul au printemps. Par ailleurs, les gains et pertes de parts de marché des uns et des autres se sont essentiellement joués dans les rayons alimentaires.

Fin 2002, les magasins populaires et les grands magasins voient leur activité ralentir après leur embellie estivale.

Dans les magasins non alimentaires, l'activité a peu fluctué au cours de l'année 2002, mais on constate une légère décélération des chiffres d'affaires au second semestre : cependant l'activité marque le pas à haut niveau.

Les magasins spécialisés dans les articles de loisirs et d'équipements de la personne (habillements, maroquinerie, parfums, optiques,...) ont connu un rebond au second trimestre.

L'équipement du foyer rebondit à l'entrée de l'hiver après avoir continûment reculé depuis l'automne 2001. L'aménagement de l'habitat profite des acquisitions de logements des ménages.

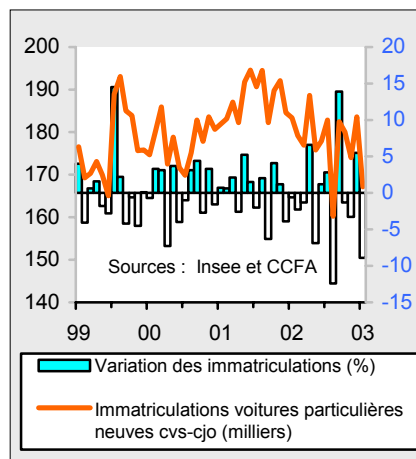
COMMERCE AUTOMOBILE : RALENTISSEMENT

Les retombées du Mondial de l'automobile

ont été en dessous de celles attendues par les professionnels, malgré le rebond de décembre 2002.

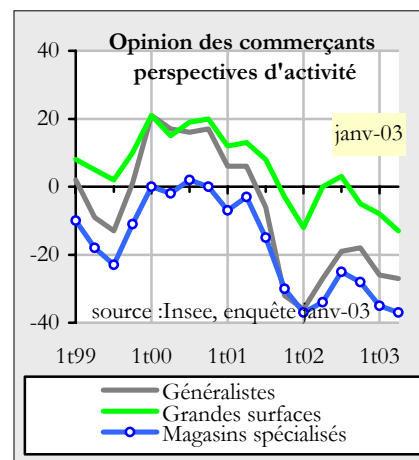
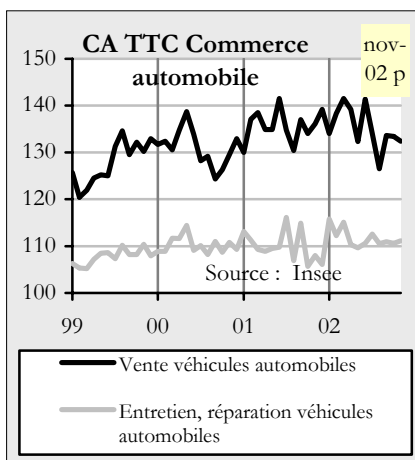
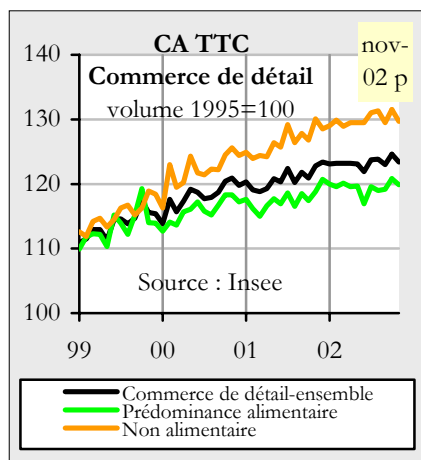
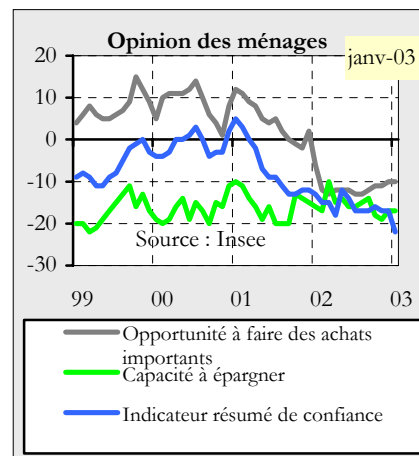
En janvier 2003, les immatriculations de voitures particulières sont

faibles : 167 180 contre 183 603 en décembre 2002 (données cvs-cjo). Néanmoins, selon l'enquête de la Banque de France de janvier 2003, les intentions de commandes des commerçants sont à moyen terme un peu mieux orientées.



MENAGES : PREOCCUPES PAR LE CHOMAGE ET LES PRIX

En janvier 2003, les ménages expriment encore des inquiétudes face à une éventuelle perte d'emploi. De plus, en décembre, le taux de chômage augmente à 9,1% après sa stabilisation de l'automne (9%).



Précisions : les généralistes comprennent magasins à prédominance non alimentaire et ventes à distance ; les grandes surfaces interrogées sont des hypermarchés, supermarchés et magasins populaires ; les magasins spécialisés sont non alimentaires

Cependant, les intentions d'achats des ménages, tout en restant modestes, ne varient pas, mais les ménages sont à nouveau préoccupés par des prix, qu'ils ressentent en hausse tant sur le passé que sur le futur.

CONSOMMATION : CROISSANCE MOLLE

En 2002, selon les comptes provisoires de la Nation, les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 1,8% en glissement, après 2,7% en 2001 ; elles contribuent pour 0,2 point à l'augmentation du PIB (+1,2%).

Au quatrième trimestre, les dépenses de consommation s'infléchissent : +0,4% après +0,6% au troisième trimestre 2002. Cette légère inflexion résulte d'un ralentissement des produits manufacturés essentiellement dû au recul des achats « automobiles » et des produits énergétiques. A contrario, les dépenses de produits agricoles et agro-alimentaires augmentent (+1,5% après +0,8% au troisième trimestre).

En janvier 2003, les dépenses de consommation des ménages suivent le même schéma : recul de l'automobile, maintien des dépenses des autres biens durables et autres produits manufacturés : en revanche, les dépenses liées au logement rebondissent. Finalement, en janvier 2003, en glissement annuel, les dépenses en produits manufacturés sont encore bien orientées : +2,5%

PRIX : LEGERE INFLEXION

En janvier 2003, les prix à la consommation augmentent de +0,2% sur un mois, et en glissement annuel leur progression est de +2% après +2,3% le mois précédent. Cette légère inflexion des prix résulte en partie d'une mise en sourdine des hausses traditionnelles de janvier, par rapport à celles pratiquées en janvier 2002, notamment par les entreprises de services de proximité (réparation du logement, cafés,...). Il faut par ailleurs noter que l'indice des prix du mois de janvier 2002 avait enregistré une forte augmentation mensuelle (+0,5%).

En 2002, la progression de l'indice des prix des produits alimentaires est de +0,3% en glissement annuel. Au premier semestre l'indice fluctue peu (+0,1% sur six

mois), et il ne se replie nettement qu'en juillet et août pour rester pratiquement stable jusqu'en décembre 2002. En janvier 2003, malgré la forte hausse des produits alimentaires frais liée aux gelées en début de mois, les produits alimentaires augmentent seulement de +0,9% par rapport à décembre 2002.

Par ailleurs, les soldes d'hiver impulsent en janvier 2003, une baisse de -1,5% des prix des meubles et articles d'ameublement, contre -1% un an plus tôt. En 2002, les prix de ces biens d'équipement du foyer ont progressé en moyenne annuelle de +1,9% par rapport à 2001.

En janvier 2003, les prix des produits pétroliers réagissent à la hausse du pétrole brut malgré l'appréciation de l'euro face au dollar : les prix des carburants progressent de +0,7% en un mois. Cette hausse des carburants arrive après trois mois de repli (-2,4% d'octobre à décembre 2002).

EMPLOI DANS LE COMMERCE : EN HAUSSE

Au troisième trimestre 2002, le commerce a créé 8 600 emplois en équivalent temps plein (ETP), dont 7 400 dans le commerce de détail et 2 200 dans le commerce de gros. Ainsi, sur un an, l'emploi aura progressé de +2,5% dans le commerce de détail et de +1,1% dans le commerce de gros, malgré le recul du second trimestre dans ce dernier secteur. En conséquence, toujours au troisième trimestre, les chefs d'entreprise du commerce de détail font encore peu appel aux intérimaires et chez les grossistes le recours à l'intérim est conforme à la demande saisonnière avec cependant une très légère tendance à la hausse.

A contrario, le commerce et la réparation automobile perdent encore 1000 emplois (ETP) au troisième trimestre après 1200 au second trimestre. Les chefs d'entreprises font, à nouveau, encore plus appel aux intérimaires : au troisième trimestre le nombre d'intérimaires en équivalent temps plein frôle le haut niveau du second trimestre 2001 (12 212 contre 12 350), après le creux atteint au premier trimestre 2001.

(Rédaction terminée le 26 février 2003)

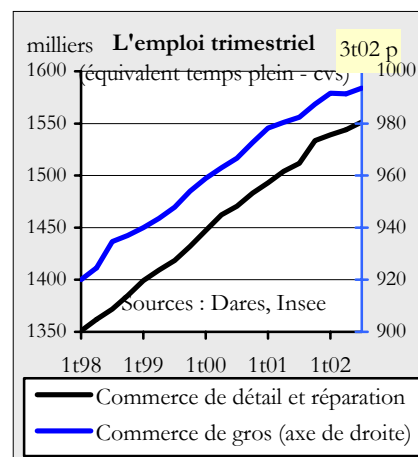
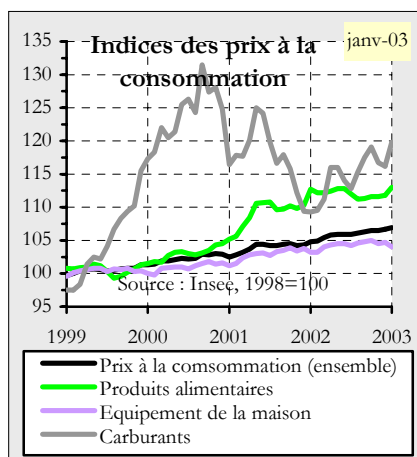
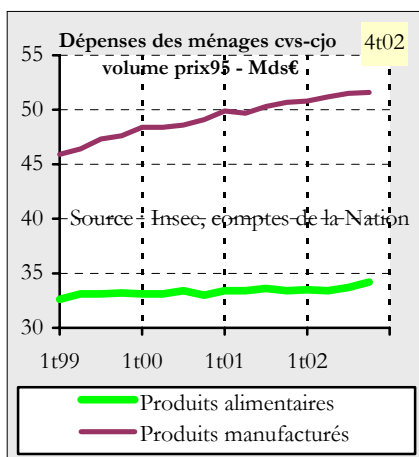


TABLEAU SYNTHETIQUE DE LA SITUATION DU COMMERCE

ACTIVITE PRINCIPALE	Évolution du chiffre d'affaires Dernier point novembre 2002		PRÉVISIONS À COURT TERME	
	Depuis un an	Depuis 3 mois	Commentaires	Évolution de l'activité
VENTE ET REPARATION AUTOMOBILE	-1,0	-0,5	Confirmation du ralentissement, avec un retour de l'activité au niveau de la fin 1999.	➔
COMMERCE DE DETAIL	+1,5	+0,4	Maintien de l'activité à un haut niveau, malgré une croissance trimestrielle moins dynamique depuis le printemps.	➔
• A prédominance alimentaire	+1,5	+1,2	Grandes surfaces : bien orientées ; retour à des ventes dynamiques sur tous les segments, Supermarchés, supérettes : stabilisation après le retrait au printemps, Magasins populaires : retour au niveau de l'automne 2001, après l'embellie de l'été.	➔
• Alimentaire spécialisé	-0,2	-1,8	Boucherie : les commerçants entrevoient une stabilisation de leur activité, Alimentation hors boucherie : stabilisation envisagée, avec toutefois des intentions de commandes élevées.	➔
• Non alimentaire non spécialisé	+2,8	-1,7	Magasins non spécialisés : embellie à l'entrée de l'hiver Grands magasins : automne et début hivernal morose.	➔
• Pharmacie, articles médicaux	+3,3	-1,4	Toujours dynamique, malgré la pause au second semestre des produits pharmaceutiques.	➔
• Équipement de la personne (cuirs, habillement)	+1,8	+1,3	Les détaillants constatent un alourdissement de leurs stocks, après une amélioration des ventes ; activité future proche de la normale.	➔
• Équipement du foyer	-0,4	-0,4	Dégradation des opinions des chefs d'entreprises, avec une activité qui a du mal à décoller.	➔
• Aménagement de l'habitat	+1,5	-0,3	Maintien de l'activité avec le bricolage et la quincaillerie bien orientés, le textile atone.	➔
• Culture, loisirs, sport	+2,0	-0,7	Allègement des stocks ; secteur toujours bien orienté.	➔
• Commerce hors magasin	+1,5	-1,4	Confirmation du frémissement de la rentrée de septembre.	➔
COMMERCE DE GROS	-0,4	-0,7	Ralentissement marqué.	➔
• Produits alimentaires			Secteur des produits agricoles : activité bien engagée, Autres produits alimentaires : léger repli de l'activité.	➔
• Produits non alimentaires			Biens de consommations : palier à un haut niveau, Biens d'équipements : recul en phase avec le gel des investissements en 2002, Biens intermédiaires : quelques lueurs d'espoir.	➔

Précision : évolution du chiffre d'affaires depuis un an égale 3 derniers mois 2002 / même période 2001

Lettre d'information interne de la Direction des Entreprises commerciales, artisanales et de services

Directeur de la publication : Patrice Vermeulen,

Rédactrice en Chef : Claire Lefebvre, Rédactrice : Marie-Noëlle Suin